

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 Avenue du Général de Gaulle  
CS 90524 - 43009 Le Puy en Velay Cedex

Le Puy en Velay, le 14/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CMSE**

Immeuble Echangeur  
2 avenue Tony Garnier  
69007 Lyon

Références : UID4243-MEA-024-0123  
Code AIOT : 0005600923

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2024 dans l'établissement CMSE implanté BOIS D ETAT 43240 Saint-Just-Malmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été effectuée dans le cadre du plan de contrôle de l'année 2024. La dernière visite datait du 27/06/23.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMSE
- BOIS D ETAT 43240 Saint-Just-Malmont
- Code AIOT : 0005600923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE, filiale du groupe COLAS RHONE-ALPES AUVERGNE, exploite 5 carrières en Haute-Loire dont la carrière de granite de Saint Just-Malmont. 8 à 10 employés sont sur site et cette carrière a été autorisée à poursuivre et à étendre son exploitation par arrêté préfectoral du 10 mars 2009 pour une durée de 30 ans, ceci sur une superficie d'environ 26 ha.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | Conduite de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 5.4, 21, 5.5 | Dépôt de dossier   | 6 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1  | Nature de l'autorisation                | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 1 et 16 | Sans objet        |
| 3  | Evolution des conditions d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 11/01/2023, article 1       | Sans objet        |
| 4  | Déchets inertes                         | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009                  | Sans objet        |
| 5  | Environnement                           | Arrêté Préfectoral du 10/03/2009                  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est bien tenue et fait l'objet d'un suivi administratif et sur site efficace. La CLIS permet une concertation et une mobilisation des différents riverains.

L'exploitant doit cependant poursuivre sa démarche de régularisation de sa situation suite à l'effondrement partiel de la bande des 10 m.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Nature de l'autorisation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 1 et 16   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE et évolution du site  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>ART 1.L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique. ICPE.<br>2510-1. CARRIERE : max 400 000 t/an.<br>2515-1. INSTALLATIONS BROyage/CONCASSAGE : 1750 kW.<br>ART 16 Les garanties financières doivent être à jour. |

|  |
|--|
|  |
| <b>Constats :</b><br><br>ART 1. ICPE. 2510-1. CARRIERE : les tonnages extraits respectent les maximums prévus par l'autorisation.<br>2515-1. INSTALLATIONS BROYAGE/CONCASSAGE : pas de modification des installations.<br>ART 16. Les garanties financières sont à jour. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

## N° 2 : Conduite de l'exploitation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 5.4, 21, 5.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage et remise en état de la carrière   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>5.4 EXTRACTION. L'exploitation sera conduite depuis le sommet du massif par tranches horizontales descendantes n'excédant pas 15 mètres de haut. Elle débutera par la mise en conformité des fronts de taille de plus de 15 m de hauteur pendant la 1ère phase compte-tenu de la dérogation accordée le 26 août 1994, et progressera vers le Nord suivant les orientations proposées dans l'étude d'impact. Le gisement sera exploité jusqu'à la cote NGF 730 m pour la partie renouvellement d'autorisation, sauf les parcelles 37 et 778 qui seront exploitées, comme la partie extension, jusqu'à la cote NGF 717 m (voir article 2 pour les n° de parcelles). Le sous-cavage est interdit. Le front de taille sera régulièrement visité, au moins une fois par semaine, et après chaque tir de mines. Il sera purgé en tant que de besoin. L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) sera interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger sera également signalé par pancartes. 21. PLAN L'exploitant établit un plan orienté de la carrière faisant figurer un certain nombre d'informations (avoir l'arrêté préfectoral) et est mis à jour tous les ans.<br>5.5 ENTRETIEN : le carreau est maintenu en bon état. Les vieux matériaux ne doivent pas s'accumuler. |
| <b>Constats :</b><br><br>Il n'y a pas eu de défrichement récemment, et il n'en n'est pas prévu avant 5-10 ans. Le dernier plan de tir du 8 mars 2024 a été vérifié et n'appelle pas de remarques particulières. les profondeurs et charges semblent correctes. Les tirs sont effectués par l'entreprise Rocmine. Les mesures de vibration sont conformes. Lors des tirs, des mesures sont prises pour informer les riverains et fermer la route temporairement afin de la sécuriser de toute projection éventuelle. Le plan d'exploitation du 07/12/23 a été présenté. Les hauteurs de fronts sont bien limitées à 15 m, la côte minimale est respectée. L'exploitation se poursuit telle que prévue avec une réorientation des fronts afin de s'adapter à la géologie du site.<br>Un effondrement a eu lieu en 2022 pour des causes géologiques. Les fronts ont été sécurisés par micro-minage. Il avait été noté lors de la précédente inspection qu'une convention passée avec le propriétaire des terrains a permis à l'exploitant de reconstituer temporairement la bande des 10m (déplacement de la clôture à bétail et mise en place d'un filet de signalisation). Il avait été demandé : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ une description des mesures mises en œuvre,</li> </ul>  |

- la transmission des rapports géotechnique d'avril 2022 et de juillet 2023,
- sous 6 mois : un porter à connaissance proposant un nouveau périmètre ICPE intégrant la nouvelle bande des 10m. Les plans de phasage et remise en état seront mis à jour au besoin, ainsi que le calcul des garanties financières, les surfaces occupées, le nouveau parcellaire et la justification de la maîtrise foncière de cette nouvelle parcelle. Ce porter à connaissance a pris du retard car les négociations sont toujours en cours avec les propriétaires quant à l'aspect foncier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un porter à connaissance proposant un nouveau périmètre ICPE intégrant la nouvelle bande des 10m est attendu. Les plans de phasage et remise en état seront mis à jour au besoin, ainsi que le calcul des garanties financières, les surfaces occupées, le nouveau parcellaire et la justification de la maîtrise foncière de cette nouvelle parcelle. L'exploitant dispose de 6 mois supplémentaires à l'issue de la validation de ce rapport pour fournir ce dossier.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Evolution des conditions d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/01/2023, article 1

**Thème(s) :** Autre, Réalisation de la plateforme

**Prescription contrôlée :**

Les stocks de matériaux de la carrière sont répartis de la manière suivante : - un remblai sud constitué de stériles de production et de déchets inertes extérieurs valorisables uniquement en remise en état de la carrière,- une zone de stockage temporaire au nord-ouest de la carrière (parcelles n°D228, 235, 236, 238 et 239) constituée uniquement des terres de découverte de la carrière. Le volume de terre estimé est de 70 000 m<sup>3</sup>, ce remblai fait une surface de 7865 m<sup>2</sup>. La hauteur maximum est 25m et se divise en deux talus de 3 m de large. Ce remblai sera engazonné pour favoriser l'intégration paysagère rapide et la stabilisation puis retiré pour la remise en état finale du site.

**Constats :**



La plateforme est en cours d'alimentation. Les matériaux apposés sont des stériles d'exploitation.

Les limites de la plateforme sont délimitées par des poteaux "bleus" et les limites de site sont figurées par des poteaux orange.

Cette plateforme est conforme au dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant, ayant abouti à l'arrêté du 11/01/23.



**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Déchets inertes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/03/2009

**Thème(s) :** Autre, Déchets inertes

**Prescription contrôlée :**

6-2 – Remblayage

La partie Sud du site sera remblayée à l'aide des stériles de découverte et de matériaux de terrassement provenant de l'extérieur afin de recréer progressivement un versant dont la pente se rapprochera des terrains d'origine. Ce versant seraensemencé. Les apports extérieurs seront accompagnés d'un bordereau de suivi qui indiquera leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés, qui attestera la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tiendra à jour un registre dans lequel seront archivés ces bordereaux ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblai correspondant aux données figurant dans le registre.

**Constats :**



Des déchets inertes sont accueillis tels que prévu pour permettre la remise en état du site.

Le registre d'accueil des déchets inertes a été contrôlé et il contient l'ensemble des informations demandées par la réglementation. Des casiers ont été définis afin de localiser les zones de dépôt des déchets inertes.

Les déchets accueillis sont des terres, pierres, cailloux. L'année dernière, environ 2500 T ont été accueillis. L'activité est donc relativement faible.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Environnement**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2009   |
| <b>Thème :</b> Risques chroniques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Art 11 BRUIT. Les analyses d'octobre 2022 révèlent des résultats conformes. Une nouvelle mesure de bruit réalisée avec un point supplémentaire a été réalisé début juin 2023, l'exploitant attend les résultats. L'exploitant transmettra le rapport 2023 à réception.<br>ART 10 POUSSIÈRES. Un réseau de surveillance des retombées de poussières sera mis en place aux mêmes emplacements que ceux figurant dans l'étude d'impact. Les appareils de mesures seront constitués par des collecteurs de précipitation ou par des plaquettes de dépôt dont l'implantation et l'exploitation seront conformes aux normes en vigueur (respectivement NF X 43-006 et NF X 43-007). Les résultats collectés seront consignés dans un registre qui sera tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.<br>ART 9 EAU. Un contrôle annuel des rejets de ces émissaires sera pratiqué par un organisme agréé durant la première phase d'exploitation de la carrière. Ce contrôle portera sur les paramètres susvisés et sur la mesure du débit en vue d'évaluer le flux des polluants. |
| <b>Constats :</b><br><br>Art 11 BRUIT. L'analyse du bruit du 07/06/23 est conforme. Un point a été ajouté au niveau du hameau de La cour tel que demandé par l'inspection suite à des plaintes de riverains. Les résultats sur ce point sont conformes.<br>ART 10 POUSSIÈRES. L'analyse des retombées de poussières du 03/04/23 révèle des résultats conformes.<br>ART 9 EAU. L'analyse des eaux en sortie de bassin du 11/12/23 est également conforme.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |